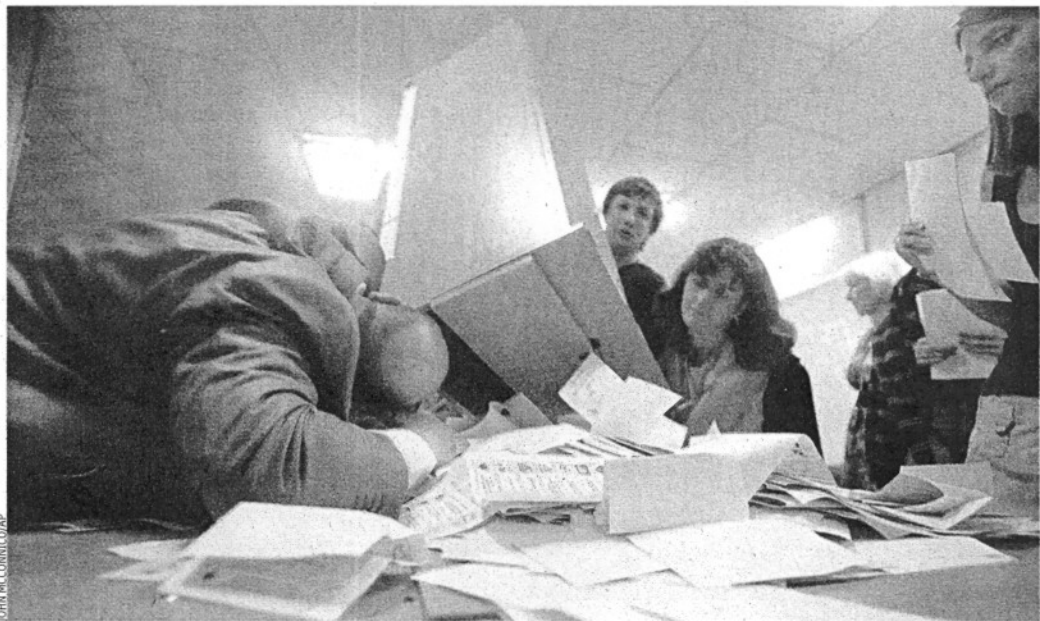


# Difficile sortie de crise

La Crise Balcane 31.07.03



Un assesseur vérifie qu'aucun bulletin ne reste coincé dans une urne à Chisinau.

► Les partis d'opposition devancent les communistes.

► Les élections ont été équitables, selon les observateurs, mais la campagne pas.

Ils ont à la fois gagné et perdu les élections législatives de mercredi. Les communistes au pouvoir en Moldavie ont encore séduit 45 % de l'électorat, mais les quatre partis d'opposition, majoritaires, paraissent sérieusement tentés de se passer d'eux pour former une coalition.

Le Parti communiste est "prêt au dialogue" avec "toutes les forces politiques représentées au Parlement", a tenté le président sortant, Vladimir Voronine, par voie de communiqué. Mais "je connais bien la mentalité des communistes" - et pour cause : il en est un transfuge récent - "il est impossible de former une coalition avec eux", a déclaré le chef du Parti démocrate Marian Lupu (12,5 %). "Après huit ans d'autoritarisme en Moldavie, un développement démocratique devient possible dans le pays. Nous espérons que le Parti communiste ira dans l'opposition et se comportera de manière civilisée", a affirmé pour sa part le chef du Parti libéral démocrate (16 %), Vlad Filat, relayé par l'Agence France-Presse.

déroulée de manière très démocratique, "c'est clair et net", témoigne l'eurodéputé roumain Cristian Preda, membre de la délégation d'observateurs européens déployée en Moldavie. "Les contestataires du régime ont été intimidés, des gens ont été arrêtés sans raison", si ce n'est leur appartenance à l'opposition. Des responsables communistes ont par surcroît utilisé des fonds publics pour mener campagne, déplore M. Preda, et les médias ont affiché leur parti pris. "La situation était meilleure qu'en avril, parce que la télévision publique a cette fois accepté d'organiser des débats, mais les informations restaient dirigées par le pouvoir."

Selon le rapport des observateurs, publié par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, "l'atmosphère de campagne est demeurée tendue à la suite des événements du 7 avril lorsque des violences avaient éclaté lors de manifestations après des fraudes présumées lors du vote du 5 avril". Bien que "le principal souci des gens soit d'améliorer leurs conditions de vie", remarque Julien Danero, chercheur au Centre de la vie politique de l'ULB, "la campagne a principalement été axée sur ces événements". Les manifestants avaient envahi le Parlement et la Présidence pour contester la victoire communiste et un scrutin entaché de fraudes.

Cette fois, rapporte le Roumain Cristian Preda, "les partis ont pu envoyer des observateurs et la présence d'observateurs internationaux était assez massive". "On a bien vu des listes électorales

un peu farfelues, avec plus d'électeurs inscrits que de personnes réelles, on a bien vu qu'une soixantaine de personnes avaient physiquement bloqué un bureau de vote" à Corjuna, en Transnistrie, "mais ce sont de petites choses qui n'ont pas affecté le scrutin de manière générale". Et l'OSCE, malgré son appel à "davantage de réformes démocratiques (...) pour rétablir la confiance de la population", a estimé que "nombre de critères internationaux" avaient été respectés.

Reste que la Moldavie ne sort pas pour autant de la crise à la faveur de ce second scrutin. Comme le note Julien Danero, joint sur place à Chisinau, aucune majorité ne se détache encore pour élire le futur Président. Même alliés, les trois mouvements libéraux ne recueillent pas, avec le Parti démocrate de Marian Lupu, le nombre de sièges nécessaires (61 sur 101) pour choisir le successeur de Vladimir Voronine à la tête de l'Etat. Les communistes ont connu le même problème après leur victoire aux législatives en avril, conduisant à la dissolution de l'assemblée et à des élections anticipées. L'opposition n'a d'autre choix, indique Julien Danero, que de faire appel à quelques élus communistes pour soutenir son candidat. A moins de former une autre coalition.

L'accession au pouvoir des libéraux permettrait en tout cas tant un rapprochement avec l'Union européenne que l'apaisement des relations avec la Roumanie.

Sabine Verhest